Fonction publique : la CGT fait bloc pour la riposte

MARTIGUES

La CGT du 13 a uni les forces des trois fonctions publiques hier à Martigues, pour organiser la riposte face à la réforme actée par le Sénat au grand dam des agents et des usagers.

De g. à d. Magali Escot (CGT du conseil régional), Philippe Laget (CGT Finances Publiques), Patrice Kantarjian (Union départementale) et Michel Nunez (CGT Hopital de Martigues). PHOTO J.Z.

La CGT des trois versants de la fonction publique du 13 était présente hier devant l'hôpital de Martigues. Objectif : alerter la population sur la casse du statut et des services publics alors que la loi sur leur modification a été adoptée au Sénat ce 24 juillet.

« Le gouvernement doit maintenant se soumettre à l'avis pour voter le texte en plein cœur de l'été, en commission entre le Cmp et la cmp », tacle Magali Escot, secrétaire CGT du conseil régional Paca. Elle masque sa colère par un trait d'humour : *« S'ils étaient si sûrs d'avoir la confiance des citoyens pour casser à ce point la fonction publique, ils auraient organisé un grand débat. On sait maintenant qu'ils peuvent le faire et avec notre argent ! »*

Sa plus grande inquiétude est la création de contrats de mission de 6 ans au sein des collectivités. *« Ce n'est pas un choix fait au hasard, 6 ans, c'est la durée d'un mandat municipal. On va assister à la bénédictine, inciter les élus à embaucher à la carte, sur le seul temps où ils sont en fonction. »* Pour la syndicaliste, cela signifie aussi rompre totalement avec l'intemporalité attendue d'un fonctionnaire vis-à-vis de son employeur ou de la population à qui il rend service. *« C'est aussi clairement ce pourquoi les citoyens de notre pays ne détournent de la politique et des administrations, puisque ce sont tous des pourris, des voleurs. »*

Et maintenant, payer l'impôt chez les buralistes

L'éloignement avec le citoyen, c'est aussi ce qui inquiète Philippe Laget, secrétaire CGT des finances publiques des Bouches-du-Rhône : *« L'Etat président, ce fut le mien en placardisant précédemment à la source : on retourne aux fermiers généraux de l'Ancien régime. On a demandé aux patrons de prélever eux-mêmes l'impôt, un rôle jusqu'ici réservé au trésor public. »*

Dans la même veine, Bercy a annoncé cette semaine qu'un dispositif permettant de payer ses impôts chez certains buralistes serait testé le 1er janvier prochain dans 18 départements, en partenariat avec la Française des jeux. *« Gérald Darmanin est ministre de la Fonction publique ET des finances, on est les premiers visés ! En prétendant simplifier les démarches, il réduit drastiquement le nombre de trésoreries locales pour respecter l'objectif annoncé d'Emmanuel Macron de 120 000 suppressions de postes dans la fonction publique. »*

Face au sentiment d'impuissance de certains, Eric Tcharoukian, secrétaire CGT santé du département, prend de la hauteur : *« Regardez ce projet fou de relancer la guerre des étoiles, de l'argent public il y en a, mais il est utilisé ailleurs ! »* En attendant donc de pouvoir se faire soigner sur Mars, les fermetures de maternité se multiplient chez nous et partout en France.

Dirigeants hors-sol

Magali Escot pointe une hypocrisie générale : *« Nos dirigeants veulent fermer leurs bureaux de poste, on regroupe les services des hôpitaux, des tribunaux. Dans le même temps, le gouvernement et les élus locaux digèrent des plans climat affligeants. Il faut rapprocher leurs lieux de vie de leurs lieux de travail… tout en détruisant aussi nos réseaux de transports en commun ! »*

Pour Michel Nunez, secrétaire CGT de l'hôpital de Martigues, il ne doit plus y avoir de corporations entre travailleurs du public et du privé. Selon lui, *« si demain il n'y a plus d'industrie autour de l'étang de Berre, il n'y a plus besoin d'hôpital, et vice-versa. »* Petit rayon d'espoir pour Patrice Kantarjian, secrétaire CGT de l'UD, *« organisement aura réussi le tour de force de mettre d'accord toutes les organisations syndicales contre lui ! »*

Une journée d'action interprofessionnelle de la fonction publique est prévue début septembre, avant une grève de la CGT le 24 sur la défense des retraites. Estocade de Patrice Kantarjian : *« Ils veulent casser le système solidaire par répartition pour un système à points. Demandez donc aux fonctionnaires, eux savent bien qu'un point d'indice, on peut le geler ! »*

Julien Zapata

La Marseillaise 25/07/2019

Le 16 septembre aux Finances publiques, le 24 avec les autres secteurs, la rentrée sociale est dans toutes les têtes !

fichiers: Télécharger provence_25_juillet_2019.pdf (292.41 Ko)

Colonne de droite publique: En direct des sections
Public: Infos / actions
Luttes 2019

- A

- ±A
- Version imprimable
- version PDF

Leave this field blank